

population présumée en 1907, d'après le pourcentage de l'accroissement naturel, il vous reste 1,178,112, somme qui représenterait approximativement nos pertes causées par l'émigration depuis 1851. N'est-ce pas vraiment désolant ?

Et plusieurs même prétendent, avec assez d'apparence de raison, que ce chiffre, pour être plus près de la vérité, devrait être porté à 1,500,000.

Il y aurait donc en réalité en dehors de la province de Québec autant de Canadiens français de naissance ou d'origine qu'il y en a ici dans notre patrie : la moitié du peuple canadien-français a émigré depuis 56 ans. Avons-nous vraiment fait tout notre devoir pour enrayer ce fléau ? Je laisse à chacun, surtout à nos hommes d'état de faire, sur ce sujet d'intérêt national, leur examen de conscience.

Si nous faisons un calcul semblable pour les trente années écoulées de 1871 à 1901, date du dernier recensement, nous trouvons que, dans cet intervalle, la province a perdu environ 631,662 de ses enfants par la même cause. Je sais bien que tous ne sont pas établis hors du Canada ; mettons qu'il y en ait 200,000 qui sont allés dans l'Ontario ou au Nord-Ouest, nous aurions encore le chiffre énorme de 430,000 des nôtres qui sont allés accroître la population et la richesse de nos voisins les Américains, depuis trente ans.

C'est donc 430 paroisses de 1,000 âmes chacune que nous aurions pu fonder dans cet intervalle ; 430 paroisses !

Assez pour constituer quatre ou cinq grands diocèses.